



HAL
open science

**Revue des revues italiennes : Rivista Italiana di Scienza
Politica n° 2, août 1998; Stato e mercato n° 2, août 1998.**

Emmanuel Négrier

► **To cite this version:**

Emmanuel Négrier. Revue des revues italiennes : Rivista Italiana di Scienza Politica n° 2, août 1998; Stato e mercato n° 2, août 1998.. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 1999, pp.137-138. hal-02527900

HAL Id: hal-02527900

<https://hal.science/hal-02527900>

Submitted on 24 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Revue des revues italiennes : *Rivista Italiana di Scienza Politica* n° 2, août 1998; *Stato e mercato* n° 2, août 1998.

Mr Emmanuel Négrier

Citer ce document / Cite this document :

Négrier Emmanuel. Revue des revues italiennes : *Rivista Italiana di Scienza Politica* n° 2, août 1998; *Stato e mercato* n° 2, août 1998.. In: Pôle Sud, n°10, 1999. Les politiques culturelles en Europe du Sud. pp. 137-138;

https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_1999_num_10_1_1043

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Rivista Italiana di Scienza Politica,
n° 2, août 1998

Stato e Mercato,
n° 2, août 1998

Existe-t-il une société européenne? Oui, d'après Jean Blondel, et elle ressemblerait assez à la confédération helvétique par ses types d'arrangements institutionnels, ("La Suisse : un modèle pour l'Union Européenne?", *Rivista Italiana*). La galerie des précédents politico-institutionnels au processus d'intégration européenne compte donc une figure de plus, bernoise. Mieux, si l'Union européenne veut progresser dans une perspective d'unification, elle aurait tout intérêt à s'inspirer davantage encore ... du modèle politique suisse. On pourra préférer à cet helvétomorphisme européen une comparaison plus "inter-continentale". En quoi cette société européenne, si elle existe, se distingue-t-elle des ensembles américain ou japonais? Quelles sont les variables les plus pertinentes qui permettent de repérer une telle spécificité, et quel statut accorder aux divergences internes? C'est à cet ensemble de questions que tente de répondre Colin Crouch, à partir d'un corpus extrêmement large d'analyses dans les domaines religieux, de l'économie politique, des relations de travail jusqu'aux politiques urbaines. Au total, Crouch repère quelques-uns des traits fondamentaux de l'être européen : un mode particulier de gestion de la diversité sociale à travers un nombre limité de structures, qui a conduit l'espace social européen à l'origine fortement inégalitaire devenir, sans que cela dérive d'un quelconque gouvernement unifié, largement moins inégalitaire que les États-Unis. La structure de classe, ainsi que les dynamiques de l'État-providence conduisent l'auteur à distinguer entre une tendance proprement européenne au consensus social, et une stratification américaine essentiellement fondée sur le groupe ethnique. La ville, comme d'autre l'ont souligné, demeure un autre critère majeur de différenciation : la morphologie des villes, leur rapport à l'histoire, la permanence d'un esprit de planification et de régulation urbaine sont ici la marque d'une identité européenne évidente et durable. Au fond, c'est dans le rapport entre l'unité et la diversité que se distinguent les ensembles européen et nord-américain : le premier pourrait être défini comme une société à diversité limitée et structurée, tandis que le second incarnerait davantage une diversité "pluraliste", désarticulée, dont l'homogénéité ne se fonderait réellement que dans son rapport au mar-

ché. C'est sur la base de ces considérations que l'auteur demeure sceptique vis-à-vis des analyses en termes d'"américanisation". Si l'on peut repérer, derrière la notion d'"européanisation" la marque d'une influence accrue de logiques nord-américaines (dérégulatrices par exemple), il n'est pas dit que l'Union Monétaire ne donne lieu à une réactivation, sélective, de modèles néo-corporatistes que l'auteur considère comme définitivement non-américains. Un tel processus accrédirait plus la permanence d'une singularité qu'il ne conduirait à un alignement "Atlantique".

Cette diversité régulée typique de la société européenne trouve en écho une réflexion de Claudio Radaelli sur le processus de politique publique de l'Union européenne. Dans "*Come si formano le politiche pubbliche europee*" (*S & M*), l'auteur s'efforce de dégager le caractère heuristique de deux notions-clefs : le transfert de politique (*policy transfert*) d'une part; l'"isomorphisme" organisationnel de l'autre, afin d'expliquer la nature et les contraintes propres à la naissance de politiques européennes intégrées. La notion de *policy transfert* renvoie à trois interprétations possibles : la "convergence", qui fait dépendre les choix des policy-makers de dynamiques structurelles (Bennet); l'"apprentissage", qui, avec R. Rose, met l'accent sur la dimension rationnelle et volontaire de l'imitation des bonnes recettes; l'"adaptation forcée" (Dolowitz et D. March), qui résulte de la prise en compte des éléments de coercition dans les transferts de politiques. Largement inspirée d'analyses organisationnelles (Powell et Di Maggio), la notion d'isomorphisme tend à traduire les processus d'imitation entre organisations, qui découlent de deux impératifs : celui d'"efficacité" conduit les nouveaux entrants à adopter les formules du succès; l'impératif de "légitimation" institutionnelle les entraîne vers le mimétisme à l'égard des organisations perçues comme les plus légitimes. En quoi ces notions permettent-elles de lire la genèse des politiques européennes? L'auteur les applique à trois processus d'européanisation des politiques publiques : l'Union économique et monétaire, l'harmonisation fiscale et la politique audiovisuelle. Outre le fait que ces trois domaines sont marqués par la recherche de modèles optimaux et donnent lieu à des transferts et imitations de formes entre États-membres, ils donnent de la politique européenne une

interprétation singulière : son propre déficit de légitimité rendant impraticable une imposition coercitive de recettes, elle "dissimule sa propre capacité de leadership sous l'apparence de la diffusion de modèles nationaux, politiquement bien plus acceptables". Cela passe notamment (exemple de l'audiovisuel) par une stratégie d'instillation par la Commission de normes dans les États-membres, qu'elle accrédite ensuite ... puisqu'elles existent déjà. Qui a dit que la Commission européenne ne disposait pas des moyens légitimes de ses ambitions stratégiques ?

Parmi les autres outils analytiques mobilisés dans la littérature italienne sur les politiques publiques, on trouvera avec Marco Giuliani, dans la *Rivista Italiana*, le concept de *policy entrepreneur*. Son essor serait notamment dû à la complexification croissante des processus de politique publique, ... et à la logique même du développement scientifique. La notion se trouve primitivement (si l'on écarte Schumpeter, non cité) chez Schneider et Teske, pour lesquels un entrepreneur de politique est "un individu qui change la direction et l'intensité de la politique". Au-delà de cette définition un peu fruste, il y a lieu d'insister sur les différentes dimensions de l'innovation en jeu à travers ce concept. Elle est d'abord liée à la capacité à reformuler le problème, à interpréter la situation dans de nouveaux termes. Elle est ensuite d'ordre stratégique : une capacité à manipuler les aspects symboliques, les réseaux d'acteurs à ressources hétérogènes, à franchir les limites institutionnelles pour établir de nouvelles coalitions. Giuliani propose ainsi une typologie des entrepreneurs de politiques qui fait dépendre le type d'activité du type de légitimation (formelle/informelle). Il s'attache enfin à préciser à partir de quelles ressources (quatre catégories) et à quelles conditions de tels acteurs individuels émergent et parviennent à peser sur les enjeux publics.

On trouvera dans *Stato e Mercato* trois autres articles. Le premier porte sur le processus de privatisation de l'industrie dans trois pays d'Europe centrale, qui s'attache à mettre le macro-changement institutionnel à l'épreuve des actions plus individuelles qui en assurent la stabilisation, en en transformant éven-

tuellement les principes généraux. Cette étude, menée par Roberto Pedersini, résulte d'un contrat de recherche sur la "qualité totale dans l'administration publique". Le second porte sur les relations entre immigration et économie souterraine en Italie, par Emilio Reyneri. L'auteur conteste l'idée d'un lien de causalité entre l'immigration illégale et l'économie souterraine. Ceci tient au fait que, même régularisés, les immigrés continuent de nourrir les rangs du travail au noir, à cause de la dynamique même de l'économie souterraine en Italie (Luca Meldolesi, dans l'ultime papier de *S & M*, évalue celle-ci à largement plus de 20 % du PIB du Mezzogiorno). L'idée d'une compétition entre immigrants et travailleurs italiens est ensuite largement démentie par le fait que les premiers s'établissent largement au nord et centre du pays, où règne un quasi plein-emploi, et qu'ils n'assument au sud que des tâches largement délaissées par les travailleurs domestiques.

On signalera enfin plusieurs travaux portant sur les systèmes électoraux mixtes (Alessandro Chiaramonte, *Rivista Italiana*), sur la contribution du syndicalisme à la consolidation démocratique (Davide Grassi, *idem*) et sur le succès des partis conservateurs en Europe dans les années 1980 (Francesco Raniolo, *ibidem*) : leur performance s'expliquerait par deux facteurs : les changements culturels, sociaux et économiques intervenus depuis la fin des années 1970 et la capacité supérieure des partis conservateurs à s'adapter de manière plus efficace aux nouveaux enjeux. Il serait intéressant de connaître l'opinion de l'auteur sur leur déconfiture récente et sur le succès des partis de centre-gauche et sociaux-démocrates : peut-on vraiment en limiter la cause à leur "avantage compétitif" ?

Notons finalement la parution de trois ouvrages qui croisent les domaines d'intérêt de la revue : Giulio Sapelli : *L'Europa del Sud dopo il 1945 : tradizione e modernità in Portogallo, Spagna, Italia, Grecia e Turchia* Soveria Manelli, 1996, 360 p. ; Mario Tarchi : *Dal Msi ad An. Organizzazione e strategie*, Il Mulino, 1997, 420 p. ; Luciano Vandelli : *Sindaci e miti. Sisifo, Tantalo e Damocle nel amministrazione locale*, Il Mulino, 1997, 120 p.

